

# ACTEURS ET RESSOURCES DE LA RÉSILIENCE À LA VIOLENCE POLITIQUE AU BURKINA

CERADD;

;

© 2020, CERADD-UGB



This work is licensed under the Creative Commons Attribution License (<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/legalcode>), which permits unrestricted use, distribution, and reproduction, provided the original work is properly credited.

Cette œuvre est mise à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution (<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/legalcode>), qui permet l'utilisation, la distribution et la reproduction sans restriction, pourvu que le mérite de la création originale soit adéquatement reconnu.

*IDRC Grant/ Subvention du CRDI: 108394-001-Youth and strategies for resilience to violence and criminality in West Africa*



# POLICY BRIEF

## ACTEURS ET RESSOURCES DE RESILIENCE A LA VIOLENCE POLITIQUE AU BURKINA FASO

### INTRODUCTION

L'histoire politique au Burkina Faso est marquée par des tensions et des épisodes de violences. Le pays a en effet connu une série de manifestations plus ou moins violentes : par exemple, durant la fin des années 90 et le début des années 2000.

Les « chocs » ont été nombreux : il y a eu notamment les grandes mobilisations populaires après l'assassinat du journaliste Norbert Zongo, les grèves des scolaires et étudiants de 2004 et 2008, les soulèvements populaires de 2011 suite au décès de l'élève Justin Zongo, l'insurrection populaire de 2014 qui a été relativement violente, le coup d'Etat manqué de 2015. Le dénominateur commun de toutes ces manifestations populaires est qu'elles ont généralement pour acteurs les jeunes.

Néanmoins, le Burkina Faso a montré une résilience collective qui a permis de ne pas basculer dans l'extrême violence ; de sauvegarder une certaine paix sociale, qui plus est dans un contexte régional marquée par des crises multidimensionnelles.

Mais de nouveaux « chocs » pointent à l'horizon. L'actualité sociopolitique interpelle la résilience de la société burkinabè face aux risques de nouvelles crises sociopolitiques : une période post-insurrectionnelle avec une jeunesse peu autonome financièrement, et ayant de nombreuses attentes vis-à-vis des gouvernants ; les colères des populations contre l'impunité des élites et la difficulté à mettre fin à la corruption endémique ; la question foncière et la prolifération des non-lotis comme une bombe à retardement susceptible de révolter une frange de la jeunesse qui peine à se loger décentement ; l'absence très marquée de l'Etat dans certaines régions et la croissance de l'insécurité due aux groupes armés radicaux, etc.

### L'ORIENTATION DE LA RECHERCHE : QUESTIONNEMENT ET SOURCES D'INFORMATIONS

La recherche s'est orientée selon la perspective d'explorer ce qui empêche de basculer dans la violence politique, ce qui permet de se relever et de rendre le vivre ensemble encore possible après les moments de crises. Mais pas seulement vers ce qui suscite les violences politiques. Elle a interrogé les interactions entre les différents acteurs de la vie politique burkinabè, et les ressources qui ont joué dans la régulation des crises sociopolitiques depuis 1998.

Contrairement à d'autres pays africains, où les contradictions politiques ont conduit à une guerre civile (Côte d'Ivoire par exemple), le Burkina Faso jusque-là n'a pas connu un tel basculement. Aussi convient-il de s'interroger sur les moteurs de la résilience au Burkina Faso. Qui en sont les acteurs principaux ? Avec quelles ressources s'impliquent-ils dans l'action publique ? Comment renforcer ces facteurs de résilience, pour maintenir le cap de la démocratisation du pays ?

La recherche qui a consisté en une enquête sur les mécanismes de résilience à la violence politique au Burkina Faso. Des entretiens semi-directifs ont été réalisés auprès d'acteurs politiques, de la société civile et d'anonymes dans les villes de Ouagadougou et de Bobo-Dioulasso. Ces acteurs ayant participé ou vécu de près les mobilisations de 1998 à 2015. Le processus de l'enquête s'est accompagnée d'une analyse de documents ayant un rapport direct avec les crises et violences politiques au Burkina Faso et les ressources endogènes de régulation des crises dans les sociétés burkinabè.

## 2

RÉSULTATS ATTEINTS : CE QUE  
NOUS AVONS APPRISAU NIVEAU DES CONTEXTES ET CIRCONSTANCES SOCIOPOLITIQUES  
D'ÉMERGENCE DES CRISES SOCIOPOLITIQUES

Les tensions et les crises socio-politiques se jouent dans les différents types de relation possibles entre les gouvernants et les populations, la société civile et les forces de défenses et de sécurité.

## LA NATURE DU SYSTÈME POLITIQUE ET LE MODE DE GOUVERNANCE

Le contexte sociopolitique d'émergence des crises sociopolitiques majeures depuis 1998 au Burkina Faso présentait une image apparente de démocratie mais le régime était dans sa nature profonde un régime semi-autoritaire. Ce régime, qui du reste, était associé à une gouvernance au profit des seules élites qui exerce la domination hégémonique.

- **La nature du régime politique : entre ouverture démocratique et semi-autoritarisme**

Le Burkina Faso s'est engagé dans un processus de démocratisation au début des années 90. Mais la trajectoire de la gouvernance n'a pas suivi la voie d'une démocratisation de fond. Le système politique restait marqué par une présence active des militaires au cœur de l'appareil étatique. En plus, le régime bloquait toute possibilité d'alternance et mettait à l'écart des couches de la population qui n'ont pas la possibilité de rentrer dans les réseaux du pouvoir.

- **Une gouvernance inégalitaire dans un « Etat néopatrimonial »**

L'Etat se caractérisait par une personnalisation et une appropriation privée des fonctions politiques et administratives par les détenteurs du pouvoir, tout en y mêlant une forte propension au clientélisme. La gouvernance mettait ainsi à l'écart certaines catégories sociales : les moins nantis, surtout dans la catégorie des femmes, des jeunes, des populations rurales et des zones périphériques des villes, communément appelés « non-lotis ».

## LES FACTEURS DÉCLENCHEURS DES CRISES SOCIOPOLITIQUES

L'assassinat du journaliste Norbert Zongo, la mort de l'élève Justin Zongo, ou encore la tentative de modification de l'article 37 ont constitué des situations qui ont conduit à l'explosion des crises. Dans un contexte de gouvernance déséquilibrée, la violence des appareils étatiques constituait un facteur d'exacerbation des colères qui va faire émerger des contestations. L'impossibilité de l'alternance au pouvoir va aussi pousser les citoyens, notamment les jeunes à emprunter la voie de la contestation en vue de rendre le changement possible.

- **La violence politique au sommet de l'Etat comme facteur déclencheur des crises sociopolitiques**

Le rapport de la Commission de la réconciliation nationale en l'an 2000 énumère 176 crimes relevant de la violence politique ou crimes de sang depuis l'indépendance du Burkina Faso. Le rapport du Collège des sages adopté le 30 juillet 1999, indique que l'une des causes de la crise au Burkina Faso réside dans : « Les violences politiques aussi bien dans les discours que dans les actes. (...) Les crimes les plus récents sont l'affaire David Ouédraogo, l'affaire Norbert Zongo et ses compagnons, l'affaire Pépin Auguste Ouédraogo. »

L'assassinat de Norbert Zongo et ses compagnons fût comme le crime politique de trop. Norbert Zongo représente la figure du « héros » de la contestation d'un régime qui usait de la violence comme ressource politique.

Comme en 1998, la crise de 2011 obéit aussi à la logique de révolte contre un ordre politique violent. La croissance des protestations durant cette crise est à lier à la nature semi-autoritaire du pouvoir. Les scolaires et étudiants et globalement les jeunes étaient au cœur des protestations. C'était aussi l'expression des frustrations d'une jeunesse qui souhaitait des changements structurels d'un système politique et économique fermé.

- **La tentative de perdurer au pouvoir comme facteur déclencheur d'une crise sociopolitique : « Rendre l'alternance possible »**

En 2014, du monde universitaire à la jeunesse des quartiers en passant par les partis politiques, il émerge de grandes mobilisations contre la modification de l'article 37 en vue de rendre possible l'alternance au pouvoir. De nouvelles formes d'organisations vont émerger et vont mettre au cœur du mouvement social burkinabè l'exigence de l'alternance, comme principe de la démocratie. L'usage des formes d'action collective qui allait de la désobéissance civile aux grandes manifestations de rue, était aussi l'expression de la détermination des contestataires d'arrêter le projet de modification de l'article 37.

## 3

# RÉSULTATS ATTEINTS : CE QUE NOUS AVONS APPRIS

## NIVEAU DES FACTEURS DE RÉSILIENCE AUX CRISES SOCIOPOLITQUES AU BURKINA FASO : LES RESSOURCES DE RÉGULATION DES CRISES SOCIOPOLITIQUE

### Les approches de la résilience développées dans la recherche : opérationnalisation du concept

- La résilience comme capacité du peuple burkinabè à se relever des moments de tensions politiques, en évitant la déstructuration du tissu social.
- La résilience comme capacité de prévenir l'avènement de tensions politiques qui pourraient avoir un impact négatif sur le vivre-ensemble au Burkina Faso.
- La résilience comme capacité de vivre-ensemble et de renforcer la cohésion sociale, tout en privilégiant les modes de revendications non violentes.

### Les acteurs de la régulation des crises sociopolitiques identifiés

Les acteurs de la régulation des crises sociopolitiques sont à priori des acteurs qui exercent un contrôle social et/ou politique, que ce soit dans les instances de l'Etat moderne et/ou dans les instances de gouvernance traditionnelle, sinon endogène. Ces acteurs détenteurs de pouvoir ont été décisifs dans l'orientation des trajectoires des crises sociopolitiques. La recherche a identifié :

- Les « autorités morales » : chefferie coutumière et leaders religieux,
- Les « personnes ressources » : anciens présidents de la République ou d'institutions, anciens cadres de l'administration, etc.
- Les forces armées et les politiques en tant que figures de l'Etat moderne.

### LES RESSOURCES DE RÉGULATION ET DE RÉSILIENCE AUX CRISES SOCIOPOLITQUES AU BURKINA FASO

Il y a eu à une diversité d'initiatives et de moyens de régulation des crises au Burkina Faso. Elles ont été accompagnées par la mise en place de dispositifs : comme le collège des sages, la commission de la réconciliation nationale. Ces dispositifs s'accompagnent de deux modalités de résolution des crises sociopolitiques :

- **Une mobilisation des ressources culturelles et traditionnelles**

Les pouvoirs publics ont souvent mobilisé des ressources qui puiseraient dans des « valeurs endogènes », des « valeurs traditionnelles » et qui font sens dans les représentations collectives. En exemple le registre traditionnel du pardon, la parenté à plaisanterie, la culture de la tolérance. Les chefferies coutumières et notabilités religieuses se positionnent comme les acteurs porteurs de ces ressources traditionnelles. Ainsi ils apparaissent comme des stabilisateurs de tensions et des partenaires privilégiés du politique dans le processus de prise de décision, lors des crises sociopolitiques.

- **Les réformes politiques comme ressources de régulation des crises**

Le pouvoir politique s'est vu parfois contraint d'opérer des réformes allant dans le sens des mouvements contestataires. Les moments de crises ont été ainsi, aussi bien pour le pouvoir que pour les mouvements contestataires des « fenêtres opportunités ». Le pouvoir assurait ainsi sa stabilité et les contestataires faisaient avancer leurs causes, en engrangeant des acquis.

### DE LA FRAGILISATION DES RESSOURCES DE RÉSILIENCE ET DE RÉGULATION DES CRISES SOCIOPOLITQUES

Les ressources des régulations des crises sociopolitiques fondées sur ce que l'on nomme « valeurs traditionnelles » (culture du pardon, parenté à plaisanterie, etc.), tendent à s'affaiblir quant à leur opérationnalité dans une société en pleine mutation. Aux yeux surtout d'une catégorie de la population, jeune et urbaine, qui croit plus en la construction d'un Etat basé sur les Lois positives.

Les mutations des représentations collectives associées aux vulnérabilités socioéconomiques des populations, particulièrement des jeunes ; et le constat que la justice sociale reste « un horizon » lointain sur certains dossiers, fragilisent les ressources de résilience identifiées.

## 4

## CONCLUSIONS & RECOMMANDATIONS

Les enjeux de la construction paisible d'un Etat moderne posent aujourd'hui la problématique de renforcer les ressources de résilience au Burkina Faso.

Les autorités morales dans une certaine mesure font de plus en plus face à une érosion de leur légitimité. La fragilisation de l'influence des « autorités morales » rime avec la fragilisation des ressources qui ont été souvent déployées pour réguler les crises sociopolitiques. Pour renforcer la cohésion sociale, il convient ainsi :

- Au niveau des acteurs politiques, de trouver le consensus afin de rendre possible le bon fonctionnement de l'ensemble du système politique. L'absence de consensus autour des règles qui gouvernent l'action publique et la compétition politique engendrant l'instabilité politique.
- Au niveau des gouvernants, de travailler à une réappropriation de l'Etat, en engageant un processus de sa « dépatrimonialisation » pour la remettre au service de l'intérêt général.

Les valeurs dites traditionnelles ne sont pas à jeter aux oubliettes. Mais il faut les pratiquer dans un cadre moderne, dans une société portée sur l'avenir et qui sait prendre dans ses sources ce qui peut aider à la construction de cet avenir. Pour y arriver, il convient de :

- Proscrire l'instrumentalisation politicienne et partisane des valeurs « résilientes ».
- Transmettre les principes des valeurs résilientes aux jeunes générations à travers l'école et/ou d'autres espaces publics de socialisation.
- Mettre en place une politique pérenne de réponse aux attentes des jeunes : inclusion socioéconomique, formation, éducation citoyenne.
- Former les militants des partis politiques et des organisations de la société civile sur les outils et mécanismes de la participation politique non violent

**Avec le concours technique  
et financier du CRDI**